

Congrès de l'IUSSP, Salvador, Brésil, 18-24 Août 2001
Session S35, La démographie et la politique
Organisateur : Ahmed Bahri

UTILISATION POLITIQUE DE L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUE DES MINORITES

Youssef Courbage, INED, Paris.

0. INTRODUCTION

Projected population trends may be thought to foretell changes in the political fortunes of competing ethnic groups... Accordingly demographic changes may loom large in the minds of competing political leaders of groups fearful of losing their positions, W. Howard Wriggins and James Guyot, *Demographic change and politics*, in W. Howard and James Guyot, *Population, politics and the future of Southern Asia*, New York : Columbia University Press, 1973 p.6.

« Numbers mean power. Playing with them can be dangerous », *The Economist*, 25 June 1994.

Les données démographiques sur les minorités sont de plus en plus nombreuses. En Europe par exemple, plus d'un pays sur deux les fournit dans les recensements. Elles sont souvent présentes aussi dans celles de l'état civil et de migration. Partout, en Afrique, en Asie, en Amérique on mesure mieux les minorités au plan quantitatif. Mais l'amélioration continue de ces statistiques ne signifie pas leur interprétation objective qui n'est pas indépendante du contexte. La démographie est l'un des éléments du bras de fer entre majorité et minorité¹. Le même taux, parfaitement mesuré, la même projection, impeccablement menée, recevront des interprétations divergentes selon le groupe qui les utilise.

Diverses composantes de l'analyse démographique sont envisagées: mouvement de la population (fécondité, mortalité, migrations), état de la population (structure par âge et par sexe, répartition spatiale), ainsi que les projections de population, peut-être le plus didactique des exercices. Que ces analyses et projections soient rudimentaires, comme ce fut souvent le cas avant le XXème siècle, importe peu. Souvent l'objectif pédagogique est manqué à cause d'un trop grand souci de précision.

Nous avons sélectionné quelques cas (pays ou partie de pays), de la communauté la moins nombreuse, les 740 mille catholiques d'Irlande du Nord, aux puissantes masses minoritaires de Chine qui en totalisent 122 millions. Sélection évidemment arbitraire motivée par le souci de diversifier les exemples. Dans tous ces cas, les enjeux démographiques sont politiquement très importants, ce qui ne veut pas dire qu'ils le soient moins ailleurs (Inde, USA, Nigeria, ex-URSS, etc).

Nous montrerons que le recours à l'analyse démographique dans un but intéressé est : (1) ancien, (2) qu'il n'a pas besoin de statistiques très élaborées (3) qu'il tend à souligner la différence plutôt que la ressemblance, voire l'étrangeté des groupes perçus comme menaçants (4) qu'il a des motivations d'ordre didactique : inciter un groupe à une fécondité (ou un comportement migratoire) plus adéquat (5) qu'il vise à définir des politiques de population qui divergent selon qu'il s'agit d'une majorité ou d'une minorité (6) qu'il cultive la peur, le fantasme, même lorsqu'il s'enrobe d'un habillage scientifique (6) que les projections démographiques, à long terme surtout constituent la clé de voûte de ces analyses.

¹ Envisagées selon le critère du nombre. Cependant, il est clair qu'une majorité démographique peut être une minorité politique comme les Noirs en Afrique du Sud jusqu' en 1994.

1. IRLANDE DU NORD : PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES ET ACCORD DU GOOD FRIDAY.

1.1. Une problématique aussi ancienne que le conflit:

L'analyse démographique sur l'Irlande est aussi ancienne que le conflit qui en a divisé le peuple et la terre. Elle remonte à William Petty au XVII^{ème} siècle². Esprit scientifique, « démographe » avant la lettre, la démographie n'ayant pas conquis ses lettres de noblesse. Ce serviteur du Roi d'Angleterre, s'acharna à mettre l'Irlande au pas, grâce à une politique de population appropriée. Son socle reposait sur l'analyse des comportements démographiques des catholiques et protestants à partir du *Census* de 1659 : taille des familles, répartition des foyers anglo/écossais et irlandais par comté... Les conclusions de l'analyse étaient pessimistes : la fécondité irlandaise et la modicité de l'immigration anglo-écossaise étaient telles qu'elles empêcheraient à jamais le contrôle de l'île. Ses *Treatise of Ireland* (1687) et *Political Anatomy of Ireland* (1691) sont un plaidoyer en faveur d'une thérapeutique de choc pour la rendre anglaise, par l'encouragement des Anglais à s'installer et par l'expulsion de ¾ des Irlandais en Angleterre.

Sans être le fait d'esprits aussi savants que Petty, des hommes politiques, des ecclésiastiques, prirent goût à l'analyse démographique au XVIII^{ème} siècle. En 1732, un *Abstract* évalue les nombres et proportions des *papists* (catholiques) et des protestants : 73/27% dans toute l'île, 30/70% en Irlande du Nord : un siècle et demi d'occupation britannique n'a pu transformer l'île, seulement l'Irlande du Nord. Fuyant les demi-teintes, les nuances, il fallait aviver les craintes des protestants en agitant la menace démographique catholique, non seulement en Irlande du Sud mais également en Irlande du Nord³, contrairement aux évidences chiffrées qui affirmaient que les protestants étaient désormais majoritaires en Irlande du Nord : 51% (1791) et même 64% (1792).

Cette situation dangereuse, ces auteurs l'attribuent à la supériorité de la croissance démographique des catholiques par rapport aux protestants. Due à une moindre émigration, laquelle vient de leur « attachement excessif à leur clan, à l'absence d'esprit industriel..., au fait qu'ils supportent leur dégradation physique et mentale sans murmurer une plainte⁴ », et à leur attitude irrationnelle vis-à-vis de la sexualité et du mariage, précoce chez les catholiques : 17-18 ans. La responsabilité des protestants pour leur moindre croissance démographique n'est pas mise en cause⁵. Comparant la progéniture d'un couple catholique, tôt constitué, à celle d'un couple protestant, mature, on trouve « la différence étonnante ». Le mariage précoce des catholiques et leur forte fécondité ne sont en apparence que des décisions individuelles. Mais en réalité, le clergé catholique cherche, par guerre des berceaux interposée, à prendre sa revanche sur l'*Ascendency* protestante, qui l'a dépouillé de

² On peut même remonter plus loin, mais il ne s'agit plus d'un démographe mais d'un...poète Edmund Spenser (1552-1599), qui outre une œuvre poétique d'une très grande valeur a laissé un livre d'une extrême dureté, *A view of the present state of Ireland*, où il préconise l'extermination quasi-totale des habitants initiaux par l'armée anglaise, voir Edward Said, *Culture et impérialisme*, Fayard, Paris, 2000, p. 41.

³Newenham, *A statistical and historical inquiry into the progress and magnitude of the population of Ireland*, London, 1805 et Wakefield, *An account of Ireland. Statistical and political*, London, 1812

⁴ Selon un voyageur écossais cité par Kerby Miller, *Emigrants and exiles, Ireland and the Irish exodus to North America*, Oxford, Oxford University Press, 1985.

⁵ Au XVIII^{ème} siècle, 75-80% des émigrés d'Irlande vers le Nouveau-Monde étaient des protestants. Cette émigration avait des motivations individuelles et partait d'une stratégie d'entrepreneurs en quête d'horizons économiques élargis. Elle découlait en partie des convictions religieuses : les signes matériels de succès sur terre révèlent que l'on est un élu de Dieu.

nombreuses attributions et privilèges. Les mariages précoces des catholiques sont donc un grand mal politique, *a great political evil*. D'ailleurs, les chroniqueurs protestants sont unanimes à relever, au début du XIX^{ème} siècle, combien les catholiques que, depuis Henry VIII, l'on cherchait à annihiler, revenaient sur la scène et devenaient « insolents » grâce à leur puissance numérique retrouvée.

Les catholiques, naturellement voyaient l'autre face de la médaille à la lumière d'une analyse diamétralement opposée. L'archevêque d'Ossory voyait ceux-ci en diminution en Irlande du Nord notamment sous l'effet des Lois Pénales introduites au XVII^{ème} siècle pour réprimer les catholiques. Pour les protestants, ces accusations vaines ont simplement pour but « d'exciter la commisération des étrangers ». Le chiffre a donc été utilisé pour prouver la chose et son contraire et l'analyse prématurément utilisé pour appuyer la cause d'un groupe.

1.2. Les analyses démographiques conduisent-elles à une politique de population ?

Ces analyses ont-elles mené à des résultats politiques? La question est complexe car l'action d'un gouvernement n'est pas guidée par un seul objectif, démographique. Mais la peur démographique n'est pas étrangère à l'érection du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande en 1830 par la fusion des deux îles, peur que les catholiques ne submergeant les protestants en Irlande, il valait mieux les noyauter dans une entité vaste. Que l'émigration vers l'Amérique à partir de 1823 reçoive encouragement et assistance financière relève aussi du souci des protestants de contenir la croissance démographique de leurs adversaires. Ce fut un réel succès : 6,5 millions d'émigrants jusqu'en 1921, dont plus de 80% de catholiques. Malthus⁶, - qui épingle les Irlandais par ses propos ouvertement racistes - fut invoqué pour justifier l'émigration : augmentation en progression géométrique de la population (de 6,8 à 8,2 millions entre 1821 et 1841), en progression arithmétique pour les ressources alimentaires, agriculture vouée à la catastrophe en raison de la subdivision des terres et de l'utilisation de terres impropres à la culture. Aux antipodes de l'analyse du clergé catholique pour lequel l'émigration, émanait de la volonté politique de neutraliser les catholiques, peuple, clergé et mouvements nationalistes, en écrémant les rangs de leur population, et non un remède à la surpopulation.

1.3. De bonnes analyses ne mènent pas nécessairement aux décisions correctes

Les recensements distinguent la religion à partir de 1861. L'analyse démographique des minorités s'affine. Les tendances démographiques majeures sont au coeur de la réflexion politique au tournant du XX^{ème} siècle. La transition de la fécondité englobe désormais les catholiques⁷. Dès 1815, l'élan démographique des catholiques était brisé par la généralisation de la règle de l'héritage indivisible. La montée du célibat et le recul de l'âge au mariage firent chuter la fécondité catholique qui s'aligna sur celle des protestants. En Irlande du Nord, l'émigration catholique était plus intense que dans le reste de l'île. La proportion de

⁶ « L'usage des pommes de terre l'a beaucoup accrue pendant le cours du dernier siècle. Le bas prix de cette racine, le peu de terre en culture qui est nécessaire pour nourrir de cet aliment toute une famille, cet état d'ignorance et de barbarie qui porte à suivre ses penchants presque sans prévoyance, ont encouragé le mariage dans ce pays à un tel point, que la population y a passé de beaucoup les bornes des ressources et de l'industrie », Malthus, *Essai sur le principe de population*, Tome 1, GF-Flammarion, Paris, 1992, p.399.

⁷ Il n'était pas besoin d'un appareil analytique sophistiqué pour s'en rendre compte. Le rapport des enfants aux femmes d'âge fécond était un indicateur robuste, qui suffisait pour montrer l'érosion de la fécondité des catholiques, son maintien chez les protestants.

catholiques en Irlande du Nord passa ainsi de 43% en 1834, à 41% en 1861, 35% en 1901 et 34% en 1911 (et 33% en 1926). Un point de pourcentage perdu tous les 7 ans !

L'Irlande dans sa totalité était perdue pour des raisons démographiques, pensaient les dirigeants protestants. L'Irlande du Nord, en revanche, ils la jugeaient bientôt débarrassée de son reliquat catholique. Un faux calcul politique fondé sur des constats justes.

L'analyse démographique a joué un rôle fondamental pour décider comment découper l'île. La frontière – internationale - en 1922 séparerait la majorité protestante au Nord des catholiques au Sud. L'Ulster, une province historique, fut sacrifié au profit d'une nouvelle « Irlande du Nord », plus protestante. Les protestants renonçaient à 3 comtés d'Ulster où ils étaient très minoritaires. Mais pourquoi ne pas avoir également cédé tout ou partie des 4 autres comtés où les catholiques étaient majoritaires ou en voie de le devenir? La viabilité économique qui requiert un territoire suffisamment vaste ? Plutôt, la forte propension à la baisse des catholiques partout dans l'entité nord-irlandaise. La démographie a ainsi préparé la partition. Consécutivement la partition précipitera la diminution de la population catholique pensaient les dirigeants protestants⁸.

Ce fut exactement le contraire qui arriva. La natalité catholique se redressa dès les lendemains de la partition : de 20 p.mille au début du XXème siècle à 30 en 1964. Malgré la baisse enclenchée depuis, la surfécondité catholique dépassa 30% en 1991 : 2,55 enfants par femme, contre 1,95 chez les protestants.

Quelle est l'essence de cette surfécondité ? Les analyses divergent naturellement, ainsi que les implications politiques.

Pour les protestants, au XXème siècle comme au XVIIIème, cette surfécondité catholique est retorse. Encouragée par le clergé catholique, qui veut renverser la majorité démographique à son profit. L'interdit qui frappe le contrôle des naissances (et évidemment l'avortement) est politique et non moral. Pour contrer cette fécondité de guerre les protestants doivent utiliser tous les moyens dont l'appareil d'Etat, qu'ils dominent totalement. Faute de maîtriser leur fécondité on poussera les catholiques hors des frontières, en les privant de travail, de logement. De fait, jusqu'aux troubles de 1968, ce sont les migrations, forcées, qui ont maintenu l'équilibre démographique au détriment des catholiques. Depuis les troubles de 1968, la balance migratoire s'est inversée au détriment des protestants, en raison de l'émigration de jeunes, instruits, libéraux, dégoûtés par l'ambiance de guerre civile de la province⁹.

1.4. Projections démographiques et psychologie de groupe

Les perspectives démographiques peuvent influencer la psychologie d'un groupe et amplifier les tendances démographiques par ce que l'on appelle une *self-fulfilling prophecy*. Lorsque l'ambiance est pessimiste, le mariage se fait plus rare, les naissances plus espacées et moins abondantes, l'émigration plus fréquente¹⁰.

Depuis trente ans, les projections démographiques confessionnelles sont monnaie courante pour Irlande du Nord. Ont-elles toujours respecté la déontologie scientifique ? Ont-

⁸ J. Neville, H. Douglas, P. Compton, « The Northern Ireland- Irish Republic Boundary », *Espaces, Populations, Sociétés*, N°2, 1992, pp. 215-226.

⁹ Les catholiques ne reconnaissent pas la nature politique de leur surfécondité qui serait d'essence socio-économique et qui ne pourrait disparaître que si leurs conditions de vie s'alignent sur celles des protestants.

¹⁰ Pour les protestants, la vague d'anxiété que rend bien le Révérend Ian Paisley, traduit aussi la peur démographique dans cette communauté, lorsque par bravade il affirme que les protestants peuvent être tout aussi capables de se reproduire que les catholiques. La réalité est toute autre : la fécondité protestante a continué à diminuer alors même qu'elle était au dessous du seuil de remplacement des générations et l'émigration nette est devenue plus importante que celle des catholiques.

elles consciemment ou inconsciemment épousé le parti-pris politique du démographe?¹¹ En 1970, un démographe de la république d'Irlande avait fourni une projection à variante unique, qualifiée d'extrême, montrant comment le maintien du différentiel de fécondité entre catholiques et protestants à son niveau des années 60 et une égalisation des taux d'émigration pourraient faire passer la proportion de catholiques de 34,9% en 1961, à 47,8% en 2001 et à la majorité absolue en 2007¹². Récemment, des projections d'un groupe de travail du Conseil de l'Europe¹³, ont montré que dans un seul scénario sur quatre, la population catholique approcherait le seuil de 50%, mais plus tard, en 2021. Pour la population « politique », celle qui a l'âge de voter, 10 années de plus sont requises pour que les catholiques deviennent majoritaires.

Peu importe la date du dépassement. L'idée que les catholiques vont devenir majoritaires est désormais bien ancrée. Or pour les effets de la démographie sur les conflits, la perception est plus importante que la réalité; la manière dont on imagine les tendances est plus porteuse de sens que les tendances elles-mêmes¹⁴. Ces projections démographiques, surtout lorsque la presse et les hommes politiques se mettent à en faire cas, deviennent des pièces du dossier, notamment pour l'accord du *Good Friday* de 1998, qui a implicitement donné tout son statut à la démographie en reconnaissant la loi de la majorité¹⁵.

2. KOSOVO : LES NOMBRES MONTRERAIENT-ILS A QUI APPARTIENT LE PAYS?

A l'autre extrémité de l'Europe, le Kosovo présente une configuration aussi complexe que l'Irlande.

2.1. La fausse bataille sur l'antériorité du peuplement

La polémique sur l'origine du peuplement de la province : antériorité des Albanais ou des Serbes, y est encore plus vive. Des historiens, de plus en plus nombreux, renvoient les protagonistes dos à dos¹⁶. Entre Albanais et Serbes, les interactions ont été plus grandes que ce qu'ils veulent bien reconnaître. Les deux populations se sont mélangées par le passé : des Albanais se sont convertis à l'orthodoxie et linguistiquement slavisés dans l'Empire serbe, des Serbes se sont albanisés et islamisés à l'époque ottomane.

Avant la guerre du Kosovo de 1999, qui a sonné l'hallali de la présence serbe dans la province, la bataille démographique était gagnée depuis longtemps par les Albanais. En 1870, un recensement donnait 60% d'Albanais (ou plutôt de musulmans) pour 40% de Serbes (ou

¹¹ La solution la plus acceptable consisterait à multiplier les scénarios. L'exercice sera tout de suite hermétique, interdit de compréhension aux non-initiés. L'autre solution est plus lisible mais elle est moins fondée scientifiquement : ne fournir qu'un scénario unique quitte à multiplier les mises en garde dans le texte.

¹² Walsh Brendan, Religion and demographic behaviour in Ireland, *The Economic and Social Research Institute*, Dublin, 1970.

¹³ Paul Compton « Catholic/non- Catholic demographic differentials in Northern Ireland », Werner Haug, Youssef Courbage, Paul Compton (ed.), *The demographic characteristics of national minorities in certain European states*, Council of Europe, Strasbourg, 1998.

¹⁴ Michael Poole « The demography of violence », in J. Darby (ed.), *Northern Ireland. The background to the conflict*, Belfast, Appletree Press, 1983.

¹⁵ Ceci ne va pas sans schématisation, comme le fait d'assimiler tous les catholiques aux partisans de la réunification de l'île et tous les protestants aux unionistes. Or, de nombreux catholiques, tout en votant pour les partis nationalistes, restent pour le *statu quo* : l'Irlande du Nord dans le cadre du Royaume-Uni. Peut-être que demain, des protestants séduits par les performances économiques en République d'Irlande voteront pour la réunification.

¹⁶ Noel Malcolm, *Kosovo – a short history*, London, MacMillan, 1998.

plutôt d'orthodoxes). En 1998, ces proportions étaient respectivement de 90% et 10%. Les courbes de population sont pourtant en dents de scie, avec des périodes fastes pour la démographie albanaise : avant l'annexion de la Serbie en 1913, durant l'occupation autrichienne en 1915-1918, lors de l'occupation par l'Axe en 1939-45, puis lorsque Tito a favorisé les Albanais en 1966-1980. A d'autres périodes, le pouvoir serbe s'efforça de « corriger les déséquilibres démographiques par l'extermination systématique de la population musulmane » de 1913 à 1915 (Trotsky), de 1918 à 1939, par la colonisation de peuplement serbe et l'émigration forcée d'Albanais vers la Turquie¹⁷. De 1945 à 1964, des Albanais proclamés « Turcs » émigrent en Turquie.

2.2. Une fécondité en déphasage

L'analyse démographique dominante sur le Kosovo soulignait l'extranéité des Albanais, leur caractère asiatique, musulman, turc... une greffe extérieure au corps slave¹⁸. Par leur fécondité surtout. Celle-ci nourrit les fantasmes en soulignant l'éloignement des peuples, dans ce qu'ils ont de plus biologique. Une arme politique, un moyen pour la minorité de se transformer en majorité, ou pour une majorité (comme au Kosovo) de devenir écrasante. L'accusation de *lapinisme* est récurrente. En 1760, le patriarche de Skopje évoquait les Albanais en ces termes « La race qui se reproduit le plus vite, une seule famille en créera une centaine ». Jusqu'au commandant serbe Arkan, qui incitait récemment « Les femmes serbes à avoir 4 enfants pour contrebalancer les Albanais musulmans qui se reproduisent comme des lapins ».

Le démographe yougoslave, Milos Macura, explique, en termes moins polémiques, cette aberration. Si le Kosovo a une fécondité aussi élevée, compte tenu du développement économique, de l'alphabétisation, de la population agricole, de la mortalité etc.¹⁹, c'est parce que la famille traditionnelle conservatrice²⁰ prédomine et à cause de la pression du milieu social à mettre au monde plus d'enfants que désirés par le couple - une caractéristique que l'on prête souvent aux Palestiniens tant dans les territoires occupés qu'en Israël -. Comme pour le clergé catholique d'Irlande du Nord, les démographes yougoslaves pointent du doigt les « agissements hostiles » des dignitaires religieux musulmans et leur propagande en vue d'accroître la natalité des Albanais. Leurs contradicteurs mettent en relief l'irrationalité d'une croissance démographique immodérée eu égard à la parcimonie des ressources économiques : « Il n'y a pas de niveau de vie européen avec une natalité africaine »²¹.

¹⁷ C'était l'objectif du projet de déménagement des Albanais du professeur Cubrilovic (1937). Les Serbes passent de 24 à 38%, mais leur objectif était d'atteindre 68%.

¹⁸ « Ce sont des étrangers, des envahisseurs, des sauvages, des prolifiques » aux yeux des Serbes, Michel Roux, *Les Albanais de Yougoslavie – Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1992, p. 391.

¹⁹ En fait, les Albanaises du Kosovo ont un statut très bas : analphabétisme très répandu, deux fois plus que chez les hommes, faible activité, dont l'activité féminine hors agriculture, traits que l'on attribue à l'ensemble des femmes musulmanes dans le monde. Un indicateur de ce faible statut de la femme est la surmortalité féminine que subit l'Albanaise, à sa naissance et dans son adolescence ainsi qu'aux âges féconds. Jusqu'en 1970, phénomène rarissime dans le monde, l'espérance de vie des femmes à la naissance était inférieure à celle des hommes

²⁰ Pour l'évolution de la fécondité et de la surmortalité féminine au Kosovo, Youssef Courbage, « Les transitions démographiques des musulmans en Europe orientale », *Population*, N°2, 1991 et « Surmortalité féminine chez les musulmans de Yougoslavie : islam ou culture méditerranéenne », *Population*, N°3, 1991.

²¹ Revue *Politika*, 30/10/1989 cité par Michel Roux, p. 332.

Etayées par des analyses compliquées et souvent très abstraites des recensements et de l'état civil, ces constats²² étaient imbibées par le contexte conflictuel entre groupes ethniques. La différence entre Albanais et Serbes est mise en exergue plus que la rapidité de la transition démographique des premiers²³. La fécondité des Albanais du Kosovo a certes été toujours été plus élevée que celle des Serbes. En 1961, elle atteignait 6,5 enfants et 3,4 respectivement. Mais le caractère « asiatique » ou « musulman » de cette fécondité était très exagéré. On était loin de la fécondité de la Syrie ou de l'Algérie : 8 enfants de l'époque. La natalité albanaise a beaucoup baissé, de 46 en 1950, à 21 p.mille en 1995. De surcroît, les tendances de la fécondité répondent peu au contexte politique. La baisse a été rapide aussi bien durant la période anti-albanaise dure (jusqu'en 1964) que libérale (jusqu'en 1980). Elle s'est accélérée après la suppression de l'autonomie de la province (1989), alors que l'on aurait dû la voir se stabiliser ou augmenter si elle avait répondu aux impératifs de résistance.

Les démographes albanais ont une autre analyse²⁴. Le modèle particulier de leur reproduction biologique vient de ce qu'ils vivent dans les régions et les communes les moins développées, sont peu urbanisés et habitent des villages dispersés, non desservis par la route, l'électricité, les équipements sociaux, que leurs conditions de vie et de travail sont défavorables²⁵. La forte mortalité et la forte fécondité des Albanais sont donc le symptôme de leur marginalisation dans le processus du développement économique et social, aggravée après l'abolition de l'autonomie de la province. Sans l'exprimer de manière affichée, la démographie est invoquée pour légitimer de la sécession, condition *sine qua non* pour sortir du sous-développement²⁶.

2.3. L'analyse de l'exode des Serbes, préparer le repeuplement du Kosovo

A partir des recensements et des enquêtes, des analyses fines et moins partisans, ont pu montrer combien les chiffres sur l'émigration des Serbes du Kosovo furent exagérés²⁷ pour faire passer le message que les Serbes étaient refoulés du Kosovo. Selon une enquête d'opinion de 1990, les Serbes quittaient la province en raison de pressions directes (21%) ou indirectes (41%) exercées par les Albanais à leur encontre et non pas par libre choix. Les Serbes n'étaient donc pas responsables du fait qu'ils émigraient de la province, ils y étaient contraints. Les résultats de cette enquête suscitèrent une émotion telle que, au lendemain de l'abolition de l'autonomie du Kosovo, le parlement de Belgrade décida de pallier les mauvais résultats démographiques par un programme pour la « réalisation de la paix et de la prospérité au Kosovo » : encourager le retour des Serbes, employer les Albanais hors du Kosovo, leur faire pratiquer la planification familiale.

²² « Des publications par ailleurs fort respectables ont évoqué, en termes particulièrement vulgaires, en Serbie mais aussi en Macédoine, les « ventres » des Albanaises », Jean-Arnault Dérens, *Balkans : la crise*, Paris, Gallimard, 2000, p.216.

²³ D. Breznik (ed.), *Fertility and family planning in Yugoslavia*, Demographic research centre, 1980, p.67.

²⁴ Sauf récemment, où des Albanais évoquèrent les nombreux enfants à venir, en réaction avec la violence de la répression serbe.

²⁵ Hivzi Islami, « La population albanaise de Yougoslavie : accroissement numérique et répartition spatiale », *Population*, N°4-5, 1979.

²⁶ « Nous sommes capables de vivre indépendamment d'autres régions de l'ex-Yougoslavie », déclare Ibrahim Rugova, après avoir affirmé que « 200 000 Serbes tiennent dans leur main tout le pouvoir, nos femmes ne peuvent pas accoucher dans les hôpitaux...plus de 50% de la population a moins de 19 ans, le taux de natalité était le plus élevé d'Europe, le taux de mortalité infantile est le plus élevé d'Europe : 49,5 p. mille », Ibrahim Rugova, *La question du Kosovo*, Paris, Fayard, 1994, pp. 61-71.

²⁷ Tel celui de 200 mille départs en 20 ans, soit toute la population non-albanaise du Kosovo !, Noel Malcolm, *Kosovo – a short history*, ouv. cit. et Michel Roux, *Les Albanais de Yougoslavie*, ouv. cit. p. 391.

2.4. Comment interpréter les projections démographiques ?

Les projections démographiques yougoslaves sont menées sur des bases démographiques solides. Leurs conclusions - une quasi-extinction de la population serbe au Kosovo, qui ne serait plus, selon l'hypothèse 'pessimiste', que de 152 mille en 2001 et 110 mille en 2021 (chiffre atteint en 2000 après la guerre du Kosovo) et un dépassement en 2050 des Serbes par les Albanais en Serbie (Serbie propre, Voïvodine et Kosovo) ne sont pas irréalistes. L'interprétation de ces chiffres, est en revanche affaire d'orientation politique. Au sein de la même Académie Serbe des Arts et des Sciences, ces chiffres incitèrent les modérés à préconiser une séparation négociée 'pacifique et civilisée' du Kosovo, les radicaux à l'expulsion des Albanais. Mais quels que furent les arrière-pensées et les calculs lors la guerre du Kosovo en 1999, il est certain que la démographie était en filigrane.

3. DES ANALYSES DEMOGRAPHIQUES PARTIELLES ET PARTIALES DES TZIGANES

3.1. Les paradoxes de l'hétéro-déclaration et de l'auto-déclaration

Les statistiques démographiques sur les Tziganes sont truffées d'erreurs. Les effectifs de leur population dans les recensements, sont faibles par rapport aux effectifs proclamés par les organisations tziganes ou par des enquêtes qui privilégient l'hétéro-déclaration (plutôt que l'auto-déclaration), technique moins sourcilleuse des droits de l'individu.

Le paradoxe est que l'approche qui garantit les droits de l'individu est celle qui donne de leur collectivité l'image la plus sombre. Pour les Tziganes, plus encore que pour d'autres groupes ethniques, il y a un continuum d'un noyau dur, où la langue, les traditions, la tenue vestimentaire, les habitudes de vie, le type physique... se sont maintenus à travers les générations, du fait de la ségrégation résidentielle, à un ensemble plus large d'individus, de naissance ou d'origine tzigane, lesquels par la langue, l'instruction, la résidence, la profession... se sont plus ou moins fondus dans la population globale. Cette population tzigane « élargie », est difficile à capter. Des Tziganes qui se reconnaissent comme tels entre eux, peuvent cacher cette appartenance lors d'un recensement. D'où la sureprésentation du noyau dur et la sous-représentation des Tziganes peu ou prou intégrés.

Malgré l'amélioration de la couverture de la population tzigane dans les recensements, on est loin du compte. En Roumanie par exemple, le quasi-doublement entre 1977 (227 mille) et 1992 (401 mille) augure peut-être d'une ère où les Tziganes auront moins peur de sortir de l'ombre. Mais il n'en demeure pas moins que plus d'un Tzigane sur deux ne s'est pas déclaré comme tel²⁸ en se fondant sur les enquêtes (hétéro-déclaration). Que les Tziganes boudent encore les recensements, on le conçoit sans difficulté : les rafles et déportations qui ont émaillé la deuxième guerre mondiale étaient précédées par le fichage ou le recensement de la population tzigane²⁹.

²⁸ En 1976, une enquête du Ministère de l'Intérieur donnait le chiffre de 541 mille Tziganes. En 1993 une extrapolation à partir de l'enquête sur la santé reproductive donnait le chiffre de 800 mille. Enfin, l'enquête de 1992 sur la qualité de la vie, donnait 1 010 mille Tziganes. Youssef Courbage, « Caractéristiques démographiques des minorités nationales en Hongrie, Roumanie et Slovaquie », Werner Haug, Youssef Courbage, Paul Compton, *Les caractéristiques démographiques des minorités nationales dans certains Etats européens*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1998, p.159. Les organisations rom/tziganes réclament des chiffres beaucoup plus élevés : 2 à 2,5 millions.

²⁹ Allemagne, fichier tzigane de 1931, recensement en Roumanie de 1942, de 1941 en Croatie, voir Claude Auzias, *Samudaripen –le génocide des Tziganes*, Paris, l'esprit frappeur, 1999.

3.2. L'analyse de la population tzigane au recensement : une démographie menaçante

L'analyse démographique des Tziganes par les recensements est donc biaisée. Elle véhicule une image menaçante, consacre l'idée d'une greffe étrangère. L'explosion démographique tzigane ne serait même plus contenue par la mortalité, malgré des taux dans l'enfance et chez les adultes, équivalents à ceux du Tiers-monde (mortalité infantile de 63 p.mille en Roumanie). En effet, le taux brut de mortalité des Tziganes est particulièrement bas en comparaison avec celui des populations majoritaires très vieilles : 4-5% de plus de 60 ans, chez les Tziganes de Hongrie, Slovaquie, Roumanie, 15-19% pour la population majoritaire de ces pays.

Les Tziganes devraient ce résultat à leur fécondité débridée, cette caractéristique 'visible' qui les rend si différents des autres. Les enfants de moins de 15 ans marquent les pyramides d'âges : 34% en Macédoine, 38% en Bulgarie, et en République tchèque, 40% en Slovaquie et en Hongrie, 41,4% même en Slovénie et en Roumanie. Ces proportions sont la contrepartie d'indices de fécondité de plus de 5 enfants par femme (trois fois plus que ceux des populations majoritaires), disparus d'Europe ou même d'Asie ou du bassin méditerranéen. Seule l'Afrique subsaharienne a une fécondité aussi élevée. La différence entre une très forte natalité et une faible mortalité leur confère des taux d'accroissement de 2,3 à 2,7%, soit des doubléments garantis en moins de 30 ans. D'où des projections cataclysmiques pour le futur, avec dépassement par les Tziganes des anciennes minorités historiques comme les Hongrois en Slovaquie et en Roumanie, les Turcs en Bulgarie. On peut même, par la vertu des intérêts composés, prédire le dépassement de la population majoritaire, sur un horizon suffisamment lointain. Lorsque les Hongrois, par exemple, diminuent et que les Tziganes hongrois augmentent de 2,5% ou plus, il suffirait de deux générations pour qu'ils prennent la majorité ! Des analyses prévoient le maintien de la forte croissance démographique tzigane, alimentée par leurs piètres conditions culturelles (analphabétisme, abandons scolaires...) et économiques (forte dépendance, faible activité féminine et même masculine, chômage).

Pour une image moins caricaturale des réalités démographiques tziganes, l'on doit se fier à des enquêtes. Il est regrettable que la base légale en soit précaire, parce que l'on ne demande l'avis de l'individu concerné. Pour la fécondité – qui cristallise au mieux les fantasmes – l'enquête hongroise qui portait sur un groupe élargi de Tziganes a montré que la proportion d'enfants de moins de 15 ans, reflet de la fécondité récente, était très exagérée par le recensement : les 40% d'enfants chez les Tziganes tombant à 30,6%. Elle suggérait aussi que le comportement fécond de ces Tziganes qui ne se déclarent pas au recensement était beaucoup plus proche de celui des Hongrois que des Tziganes déclarés, ceux du noyau dur.

Les organisations tziganes ont une attitude ambiguë et l'essentiel de leur population continue à échapper au recensement. D'où les images stéréotypées, accompagnées de la sous-représentation flagrante dans les institutions politiques, administratives, culturelles...³⁰.

³⁰ Rapport final de la réunion 'Roma and statistics', Conseil de l'Europe, Strasbourg, 22-23 Mai, 2000.

4. AFRIQUE DU SUD : L'UTILISATION DE L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUE PAR L'APARTHEID- FAMILY PLANNING ET BANTOUSTANS.

4.1. Une politique démographique à contre-courant

En Afrique du Sud les Noirs ont toujours été le groupe ethnique le plus nombreux notamment depuis que l'Afrique du Sud recense ses populations (1904): autour de 68% jusqu'en 1960. Seuls sur la scène politique, avant et après l'officialisation de l'apartheid (1947-1990), les Blancs n'étaient qu'un habitant sur cinq. Après 1960, leur situation démographique, déjà précaire, se dégrade. Il faut, à l'encontre de toute logique statistique, restaurer les grands équilibres ethniques, « *because in the long run numbers must tell* », selon l'architecte de l'apartheid, le Premier Ministre H.F. Verwoerd.

La politique de population de l'apartheid³¹ paraît colossale : augmenter le poids des Blancs, ou à défaut des non-Noirs (Blancs, Métis, Indiens), diminuer celui des Noirs. Le gouvernement encourage, avec succès, l'immigration blanche : jusqu'aux émeutes de Soweto (1976), il y eut 8 fois plus d'immigrants blancs qu'avant 1960. Il tente aussi d'augmenter la fécondité blanche et de combler les différences ethniques de fécondité. Le Ministre des Affaires Bantoues demande à chaque couple blanc d'avoir un bébé de plus que souhaité et met en place une politique d'incitation financière à la famille blanche. Malgré la discrimination généralisée, les cliniques de planning familial ouvrent leurs portes aux Noirs. Ce programme très coûteux, rivalisa avec Taiwan, un pays phare de ce secteur. Là aussi ce fut un succès, les Noirs d'Afrique du Sud étant ceux du continent africain, qui connaîtront la transition de fécondité la plus précoce et la plus intense.

Le planning familial seul ne suffit pas pour combler les écarts, en raison de la disproportion démographique. Il fallait une politique plus novatrice. Elle consista à rallier aux Blancs, les Métis et Indiens en relâchant les rigueurs de l'apartheid (octroi de la représentation pour ces groupes au parlement en 1983), mais surtout à priver les Noirs de leurs droits au territoire, à la ville et à la nationalité. La création de 4 *homelands* (bantoustans) indépendants (1976-1981) réservés aux Noirs, permit d'augmenter mécaniquement le pourcentage des Blancs de 17,3% à 20,5% dans le reste du pays. L'accession de 6 autres *homelands* autonomes à l'indépendance aurait permis de regrouper la moitié des Noirs d'Afrique du Sud. Leur rôle démographique était crucial : un déversoir du trop-plein de Noirs résidant dans les zones blanches. Le pouvoir blanc projeta de contraindre les Noirs à l'acquisition de la nationalité d'un *homeland* et à la perte de la nationalité sud-africaine. La politique des *homelands* aurait pu révolutionner la composition ethnique : 25% de Blancs, 16% de Métis, 5% d'Indiens et 54% seulement de Noirs (1991), une parité quasiment entre non-Noirs et Noirs en termes de résidents. En terme de nationaux, a fortiori ; les Blancs auraient dominé, car les Noirs, contraints d'adopter celle d'un *homeland*, auraient été privés de la nationalité sud-africaine.

4.2. L'analyse démographique au service de l'apartheid

La politique de population du gouvernement de l' 'ancienne' Afrique du Sud était d'une extraordinaire complexité et d'une audace démesurée. Elle vise tout à la fois à

³¹ Voir par exemple, Oriji Chilere-Dan, « Population policy in South Africa », *Studies in Family Planning*, Vol.24, N°1, 1993.

augmenter la fécondité de Blancs pourtant imbus de valeurs malthusiennes, à diminuer celle de Noirs très natalistes, à relancer l'immigration internationale, à manipuler les migrations internes et les découpages territoriaux, à créer diverses sortes de citoyennetés... L'appareil de collecte et d'analyse des données démographiques devait être à la hauteur des enjeux.

Dès 1950, les démographes sud – africains (blancs) ont averti les autorités des risques de dérapage des équilibres ethniques. Dans deux articles bien documentés de la prestigieuse revue londonienne *Population Studies*³², L.T. Badenhorst relevait grâce à l'étude méticuleuse des nombreux recensements de population que, en 42 ans (1904-1946), la population blanche avait à peine pu se maintenir. Sans immigration blanche massive, il lui sera impossible de conserver la proportion de 1/5^{ème} de la population totale, aussi modeste soit-elle. Pourtant, la population blanche jouissait d'une fécondité assez élevée (3,4 enfants en moyenne) par rapport aux pays occidentaux dont elle est originaire, et d'une mortalité très basse. Mais les *Natives* ou Bantous, profitaient des retombées du système sanitaire et se faisant d'une forte baisse de mortalité, sans que leur fécondité n'en soit affectée. D'où les déséquilibres annoncés.

Pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'analyse démographique, la délicate méthode de projections par les composantes fut utilisée pour estimer des groupes ethniques sur un horizon long (30 ans). Malgré leur dépouillement technocratique, ces données faisaient froid dans le dos : les Noirs augmenteraient de 6,3 millions en 30 ans, les Blancs de 1,2 seulement. Ces projections détaillaient les difficultés inhérentes à la forte croissance démographique : rapport de dépendance, coûts de la scolarisation... avec cette constatation surréaliste : si le coût par élève bantou en 1980 atteint celui des Blancs en 1939 et que l'on scolarise toute la tranche d'âge 5-14 ans, tout le budget de l'Etat devra être consacré à l'éducation des Noirs! L'idée du développement séparé, qui prépare l'avènement des homelands - chaque groupe ethnique devant être rendu responsable des coûts de sa croissance démographique - est en filigrane.

La création des homelands est dans la ligne du Tomlison Report (1954), fondé sur des projections démographiques (plus rudimentaires que celles de Badenhorst), qui avaient l'avantage d'aller jusqu'à l'horizon, alors mythique, de l'an 2000 et d'inquiéter encore plus le gouvernement en pronostiquant une population noire de 21,4 millions selon l'hypothèse haute³³. En 1966, le Bureau des statistiques ira jusqu'à 25-28 millions de Noirs en 2000, 35 millions d'après l'université du Cap (1970), 40 millions annoncés par la revue afrikaner à grand tirage *Die Bild* (1968). Ce chiffre rond de 40 millions devint mythique. Il serait vain de mentionner en totalité les projections démographiques tellement elles furent nombreuses. Le rapport officiel de 1983³⁴ recula l'horizon des projections jusqu'à 2150 ! Plus la période envisagée est longue, plus l'effet des intérêts composés garantit la surprise et nourrit l'angoisse. Ainsi le scénario de « fécondité constante », pronostique 3,9 milliards de Noirs en 2150 ! Mais les quatre autres scénarios qui tablent tous sur une baisse plus ou moins rapide de la fécondité noire, mènent à des résultats catastrophiques pour la communauté blanche, tel qu'un ratio de 12 Noirs pour un Blanc dès 2050. D'où la conclusion : les dirigeants politiques et plus particulièrement ceux des communautés à fort taux d'accroissement démographique (L'ANC pour les Noirs ?), ne sont pas suffisamment conscients que les taux d'accroissement actuels peuvent générer la misère.

³² « Territorial differentials in fertility in the Union of South Africa – 1911-1936 », *Population Studies*, 1952, « The future growth of the population of South Africa and its probable age distribution », *Population Studies*, June, 1950.

³³ Le gouvernement ne tablait que sur 19 millions en l'an 2000. En réalité la population noire effective en l'an 2000 a atteint 34 millions, 62-79% de plus que prévu à l'époque !

³⁴ *Report of the Science Committee of the President's Council on Demographic Trends in South Africa*, Cape-Town, The Government Printer, 1983.

le *Human Sciences Research Council*, va devenir le bras scientifique du gouvernement dans le suivi de sa politique de population³⁵. Ses démographes étaient des fonctionnaires blancs. Avec la population, ils avaient conscience de manipuler un matériau hautement stratégique. D'où le caractère confidentiel des résultats et des analyses des enquêtes sur la fécondité, par exemple. Les résultats de la première enquête (1974) ont été peu divulgués, ne donnant lieu qu'à un article de 8 pages³⁶. Ceux de la seconde (1981-82) n'ont pas été publiés. En revanche, en phase avec l'assouplissement du régime d'apartheid, la troisième enquête (1987-89) fit l'objet de séminaires et de plusieurs publications³⁷, mais rien à voir avec ce que l'on attend généralement de ce type d'opérations longues et coûteuses. Pourquoi ce luxe de précautions? Ces démographes afrikaners qui partageaient la vision du gouvernement, ne tenaient pas à ce que l'on déballe les réalités démographiques sur la place publique et que l'on fasse le lien entre celles-ci et le programme de planning familial en cours³⁸.

La baisse de la croissance démographique des Noirs devint le symétrique obligé de la hausse de celle des Blancs. Leur fécondité devait impérativement, dès 2010, égaler les deux enfants par femme escomptés pour les Blancs. Les analyses démographiques officiellement commanditées n'ont jamais mis l'accent sur les raisons réelles de cette politique de population. Plutôt que d'en donner les raisons politiques – contenir la population noire, assurer la suprématie blanche –, on avance les arguments malthusiens : l'explosion démographique qui va bien au delà des possibilités économiques et elle est ravageuse pour l'environnement.

4.3. Nouveaux questionnements pour une 'nouvelle' Afrique du Sud : l'analyse démographique change-t-elle de camp ?

La passion que déclenchait la démographie des minorités en Afrique du Sud est bien retombée. Que la fécondité noire atteigne maintenant des niveaux très bas (3,1 enfants par femme en 1996), que la population noire future puisse être très inférieure aux prévisions les plus optimistes des démographes blancs de l'apartheid n'émeut plus personne. Depuis 1994, il y a adéquation entre la structure ethnique de la population et sa représentation dans les instances politiques.

Mais les analyses démographiques du premier recensement sud africain de l'après – apartheid en 1996 ont suscité une polémique d'un genre nouveau. Si, à l'époque de l'apartheid, les Noirs cherchaient à se dérober au recensement, les Blancs se faisaient recenser avec enthousiasme. Or, les effectifs de la population blanche, devenue à la fois minorité démographique et politique dans la « nouvelle Afrique du Sud », sont maintenant contestés. Le nombre des Blancs en 1996 : 4,4 millions, s'est avéré très inférieur aux 5,1 de 1991. L'analyse démographique de la migration intercensitaire par cohorte a permis d'estimer les départs chez les Blancs à 779 000 en 5 ans. Cette forte diminution est en partie artificielle, en raison de la couverture insuffisante de la population blanche par des enquêteurs majoritairement noirs et du boycott par des Blancs du premier recensement de l'après-apartheid. Il n'en reste pas moins que ces données ont contribué à répandre dans la

³⁵ John Caldwell and Pat Caldwell, « The South African Fertility Decline », *Population and Development Review*, N°2, June 1993.

³⁶ J.M. Lötter, « The effect of urbanization and education on the fertility of the Blacks in South Africa », *Humanitas, RSA* 4, N°1 pp.21-28.

³⁷ Don l'ouvrage majeur en 15 chapitres, W.P. Mostert and J.M. Lötter, *South Africa's demographic future*, Human Sciences Research Council, Pretoria, 1990.

³⁸ Sur la population noire couverte par les enquêtes et les recensements, le flou fut entretenu. S'agissait-il de toute l'Afrique du Sud ? De l'Afrique du Sud sans les 4 homelands indépendants ? De l'Afrique du Sud sans les 10 homelands indépendants et autonomes ?

communauté blanche une psychose d'exode, « *Count them out – One million Whites, Blacks are slaughtering Whites in South Africa* », pouvait-on lire dans la grande presse de Johannesburg après la publication des résultats de ce recensement.

Quant aux démographes noirs, leurs analyses s'efforcent de démontrer que le chiffre des Blancs au recensement de 1996, *the best census ever !*, est bien estimé et que l'émigration nette n'a porté que sur une centaine de milliers de Blancs entre 1991 et 1996³⁹. Autrement dit, les Noirs, de plus en plus présents dans la statistique sud-africaine, sont compétents et ont recensé toutes les catégories de population, bien mieux que sous l'apartheid. Analyse qui démontre aussi que les Noirs au pouvoir depuis 1994, ne sont pas des revanchards pressés d'opprimer les Blancs et ne les ont pas poussés au départ.

5. ISRAËL, LES PALESTINIENS, AUTRES MINORITES EMERGEANTES

5.1. Quelle minorité palestinienne ?

Quelle population palestinienne constitue la minorité arabe en Israël ? Au minimum celle qui est issue des 156 mille individus rescapés de la guerre israélo-arabe de 1948, devenus par la suite citoyens israéliens⁴⁰. Au maximum ceux de Cisjordanie et de Gaza qu'Israël incorpora après la guerre de 1967. Entre les deux, la position mitoyenne qui ajoute aux Palestiniens de 1948, leurs cousins de Jérusalem-Est et accessoirement les Syriens du Golan.

Statisticiens et démographes israéliens ont implicitement plaidé pour une certaine modération. Non pas qu'il faille les assimiler à des « colombes », mais entre les « territorialistes » qui voulaient annexer les territoires occupés et les défenseurs de la majorité démographique (Israël doit rester aussi juive que possible), ils se rangèrent dans le deuxième camp. Prudemment, tous les travaux statistiques (recensement, état civil, enquêtes, annuaire statistique...), toutes les analyses démographiques, même lorsque le Likoud annexionniste était au pouvoir, ont détaché les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza du corps israélien. Mais, en contrepartie, les Palestiniens de Jérusalem-Est et les Syriens du Golan venaient enrichir la population arabe ou 'non-juive' d'Israël.

Si Israël conserve tous les territoires occupés, le pays sera peuplé par une majorité d'Arabes dans moins de trois décennies⁴¹, prédisent les démographes. Le Premier Ministre, Menahim Begin, dit-on, a reçu le message en pleines négociations de Camp David (1978), « Les faits démographiques de la vie en Israël et dans ces territoires empêcheraient pour toujours l'annexion ou l'incorporation de Gaza et de la Cisjordanie à l'Etat d'Israël⁴² ».

5.2. Le véritable enjeu minoritaire : les Palestiniens israéliens.

Aujourd'hui en 2000, l'idée, propagée par les démographes, que l'intérêt d'Israël est de renoncer aux territoires occupés pour des raisons d'équilibre des populations est devenue

³⁹ Eric Udjo, « A Four-race model estimating the population of South Africa », *African Population Conference*, Durban, 1999 (unpublished paper).

⁴⁰ Qualifiés d'Arabes israéliens ou de Palestiniens israéliens, ou d'Israël, ou encore de Palestiniens citoyens israéliens.

⁴¹ Dov Friedlander and Calvin Goldscheider, *The population of Israel*, Columbia University Press, New York, 1979.

⁴² Nick Eberstadt et Eric Breindel, *Realities behind Camp David : Demographic Aspects of Politics of Peace in the Middle East*, *Center for Population Studies*, Harvard University, Harvard, 1978.

banale. Dès lors, la gestion des minorités redevient celle de la minorité palestinienne d'Israël, comme avant la guerre de 1967.

Un retour en arrière s'impose. En Israël, durant la première décennie (1948-1958), le ton était à l'optimisme pour des raisons démographiques. Les projections démographiques annonçaient un avenir brillant. En 1958, les perspectives de fécondité et d'immigration juive étaient tellement bonnes que les démographes prédirent un recul en pourcentage de la population arabe israélienne de 11,1% en 1958 à 9% en 1993. De nouvelles perspectives, après la guerre de 1967 prédirent exactement le contraire : une montée inéluctable de cette population 18,2% en 1990, 21,2% en 2010, selon Friedlander et Goldsheider. De surcroît, elle pourrait devenir majoritaire dans certaines régions sensibles comme au Nord du pays, où un habitant sur trois était un Arabe israélien.

Aux hommes politiques donc d'intervenir. Ben Gourion trace la ligne générale : « Sans grande immigration juive vers Israël..., sans accroissement notable du taux de la natalité juive... nous sommes condamnés à devenir une minorité, même si les menaces des dictateurs arabes d'exterminer Israël étaient déjouées par notre armée nationale. Négliger ce danger revient à dire : après moi le déluge », *Haaretz*, 1967.

5.3. L'analyse démographique a-t-elle rendu des services à la politique de population d'Israël ?

L'analyse démographique fut sollicitée pour cette politique de population. Des données démographiques certes abondantes, étaient insuffisamment analysées. En 1962, un comité scientifique pour les problèmes de la natalité fut créé et dirigé par le célèbre démographe, Roberto Bachi. Un Centre démographique fut créé en 1968 auprès du bureau du Premier Ministre. Plus tard en 1986, une série d'études démographiques fut commandée et financée par le Fonds spécial du Président d'Israël dont l'objectif était de trouver les moyens de préserver une fécondité élevée chez les Juifs⁴³, ainsi qu'une analyse en vue de la prévention des avortements.

Question essentielle dans une société composite : peut-on agir sur la démographie de la minorité ? Les démographes mirent en garde les autorités contre une politique coercitive de planning familial dans une société palestinienne traditionaliste pétrie de valeurs familiales et tribales. Cette politique aurait été perçue comme anti-arabe et aurait suscité un rejet tel qu'elle aurait eu les effets contraires aux effets recherchés. L'extrême timidité du programme de planning familial en milieu palestinien répond ainsi aux recommandations des démographes. En revanche, les démographes firent valoir auprès des autorités l'importance des conditions indirectes (éducation, santé de l'enfant, urbanisation, statut de la femme...) propres à déclencher la transition démographique chez les Arabes israéliens⁴⁴.

Mais ce processus de transition peut prendre plusieurs décennies. Même si la fécondité arabe israélienne se mettait à baisser, l'inertie démographique (*momentum*) inscrite dans les structures par âge, gratifie la population arabe d'un potentiel de croissance démesuré par rapport à la population juive. D'où la nécessité de mesures plus énergiques. Le rapport Koenig de 1976, lie les revendications politiques des Arabes en Israël – pouvant remettre en question le caractère juif de l'Etat - et leur croissance démographique. Il faudrait donc neutraliser cette croissance démographique par des mesures visant à les pousser à l'émigration, par des confiscations de terre, par l'encouragement et l'augmentation de leurs

⁴³ Jacqueline Portugese, *Fertility Policy in Israel – The Politics of Religion, Gender, and Nation*, Praeger, London, 1998.

⁴⁴ Rhoda Kanaaneh, *Conceiving difference : family planning in the Galilee*, (PhD. Thesis, under publication), 2000.

difficultés à trouver du travail en Israël et par l'intensification de la présence juive dans les secteurs arabes dans un but d'intimidation.

Pour empêcher la dégradation de la balance démographique, il était plus indiqué d'agir sur la démographie de la majorité plutôt que sur celle de la minorité (au contraire de l'Afrique du Sud où le gouvernement essaya d'agir à la fois sur les Blancs et sur les Noirs). Le Centre démographique réalisa des enquêtes pour déterminer les conditions aptes à favoriser la procréation de plus de deux enfants chez les Juifs. La fécondité idéale chez les Ashkénazes était plus élevée que leur fécondité effective, il fallait donc lever les obstacles socio-économiques à la réalisation de leurs aspirations. A l'opposé des Séfarades dont la fécondité était encore marquée par celle des pays arabes et musulmans dont ils étaient originaire (près de 6 enfants, à peine 2 chez les Ashkénazes). Les recherches du Centre montraient que la pauvreté chez les Séfarades était liée à leur forte fécondité. Mais le Centre s'abstint de recommander le recours au planning familial et la diminution du nombre d'enfants pour réduire la pauvreté chez les Juifs orientaux. La qualité de la population, l'un des objectifs recherché, ne devait pas prendre le pas sur la quantité. Les démographes, surtout Roberto Bachi, étaient très écoutés par les politiques. Le discours de ce dernier sur le 'péril démographique juif' à la Knesset fut décisif pour que le remboursement des fécondations in vitro soit assuré à 100%, quel que soit le nombre d'enfants.

5.4. Israël et ses autres minorités

L'analyse démographique permet maintenant de connaître avec finesse les autres sous-groupes de la population car les clivages entre Juifs deviennent importants au plan culturel et politique qu'entre Juifs et Palestiniens. L'ancienne majorité démographique et politique ashkénaze est en passe d'être détrônée par les Séfarades. Les immigrants d'ex-URSS s'affirment par leur particularisme (langue, culture, partis politiques, religion) face aux 'Vétérans'. Surtout, religieux et laïcs s'affrontent sur les questions de société. Les différences démographiques, importantes entre Arabes et Juifs, le sont également entre Juifs séfarades et Juifs ashkénazes, entre « vétérans » et immigrants d'ex-URSS. Ces derniers augmentent vite en raison de l'immigration, qui comporte néanmoins une forte proportion de non-juifs. Mais, plus que tout, c'est le clivage démographique entre religieux et laïcs qui défraye la chronique scientifique. La fécondité actuelle en Israël récapitule l'histoire de la transition de la fécondité et une synthèse de la diversité de la fécondité actuelle dans le monde :

Groupe	Fécondité
Juifs ultra-orthodoxes	7,57
Juifs religieux	4,40
Palestiniens	4,30
Juifs séfarades modér.religieux, laïcs	2,50
Juifs ashkénazes modér.religieux, laïcs	2,09
Immigrants d'ex-URSS	1,70

Les analyses démographiques de ces groupes de population aboutissent à des perspectives détaillées de plus en plus complexes⁴⁵. Dans une vingtaine d'années, l'ensemble

⁴⁵ Eli Berman and Zaur Rzakhonov, « Fertility, migration and altruism », december 1999 (unpublished) , Central Bureau of Statistics, *Projection of Israel's Population until 2020*, Jerusalem, 2000, Youssef Courbage, « Reshuffling the demographic cards in Israel/Palestine, », in *Lezione dalle Scuole estive sul processo di Pace in Medio Oriente*, Universita degli studi, Bari, 2000 et « Les député israéliens et leurs enfants – Une étude démographique de la Knesset en 1996, Revue d'Etudes Palestiniennes, N°21, 1999, Sergio Della Pergola, Uzi Rebbun, Mark Tolts, *Prospecting the Jewish Future Population Projections, 2000-2080*, American Jewish

des analystes prévoient des restructurations considérables de la population au profit des Juifs ultra-orthodoxes qui, grâce à leur fécondité naturelle et à leur taux d'accroissement de exceptionnel de 43 p.mille quadrupleront en effectifs entre 1995 et 2025, pour atteindre un million d'âmes, et passeront en pourcentage de 5,2% à 12,4% (23% chez les enfants de 0-17 ans). Les autres Juifs religieux seront récompensés pour leur forte fécondité. Mais le paradoxe est que, malgré la très forte contribution de ces segments, Israël sera une société de moins en moins juive, de plus en plus arabe car, pour les démographes israéliens, la fécondité des Arabes israéliens se maintiendra sur un haut plateau dans le futur. En outre, la forte croissance démographique des Russes par immigration assure à cette nouvelle minorité (souvent chrétienne orthodoxe, sans religion ou superficiellement juive) une place de choix dans la société israélienne future. Victimes de leur démographie atone, les Séfarades modérément religieux ou laïcs et les Ashkénazes surtout seront marginalisés.

Ces changements démographiques se traduiront à terme par des transformations du corps électoral. La synergie de la démographie, du système électoral de représentation proportionnelle et du vote ethnique, pourra propulser les anciens ou nouveaux partis, religieux, palestiniens et russes (deux-tiers de l'électorat) et affaiblir les partis sionistes traditionnels, de droite ou de gauche. Plus que jamais, la démographie est devenue un pilier de la science politique. Les projections cataclysmiques (irréalistes?) de la population ultra-orthodoxe, œuvre de scientifiques sobres, sont reprises par la grande presse. En raison de sa fécondité débridée, la ponction financière exercée par cette partie grandissante de la population sur le reste de la société menacerait les équilibres budgétaires national et municipaux ; une critique que l'on adressa aussi aux catholiques en Irlande du Nord ou aux Noirs en Afrique du Sud.

6. CHINE : DES ANALYSES DEMOGRAPHIQUES ADEQUATES DE LA PLUS GRANDE MASSE MINORITAIRE DU MONDE ?

6.1. La consécration du phénomène minoritaire en Chine, dans les statistiques

Le pays le plus peuplé de la terre, la Chine, est celui dont la population minoritaire, est la plus importante du monde. Avant l'avènement de la République populaire (1949), le pouvoir pencha pour l'homogénéité de la population, ne reconnaissant les minorités que du bout des lèvres. En revanche, en 1950, après la révolution, un institut central des minorités fut créé notamment pour former des cadres non-han. Le recensement de 1953, reconnut officiellement un grand nombre de minorités (55), y compris des minorités religieuses (musulmans hui). Le grand bond en avant de 1958, mit un frein à ce libéralisme ethnique et de 1966 à 1976, la révolution culturelle faillit supprimer les particularismes. En 1976, Deng Xiaoping, revint à une politique plus éclectique, en particulier envers les minorités frontalières. L'aménagement de la politique démographique en est un exemple. Elles ont des droits reconnus, consignés dans des documents officiels. Les données sur la population des minorités sont nombreuses. Cinq recensements (1953, 1964, 1982, 1990 et 2000, en cours d'analyse), permettent d'analyser la dynamique démographique : mortalité, fécondité, migration interne... et les structures : âge, sexe, niveau d'instruction, scolarisation, profession... Deux enquêtes par sondage (1987 et 1995) donnent le décompte global des

Yearbook, Vol.100, New York, 2000, Philippe Fargues, « Des cartes dans quel jeu, Accords de paix et démographie », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, N°23, printemps 2000, Palestinian Central Bureau of Statistics, *Population in the Palestinian Territory, 1997-2025*, Ramallah, 1999.

effectifs. L'ethnie est également mentionnée à l'état civil. Un avantage des statistiques chinoises est l'individualisation des 55 minorités.

6.2. Les raisons géopolitiques de l'analyse démographique des minorités

Pourquoi la Chine consacre-t-elle de précieuses ressources matérielles et humaines à l'analyse démographique de ses minorités, alors que celles-ci sont moins de 9% de la population? Le souci est géopolitique, lié aux différentes formes d'occupation de l'espace. A l'exception des musulmans hui disséminés, le territoire des minorités est la Chine des franges, 60% de l'espace chinois et concentre 80% des minoritaires. Aux frontières surtout, en Mandchourie, en Mongolie, au Xinjiang, au Tibet et dans les provinces du Sud-Ouest se concentre l'essentiel du potentiel démographique des minorités. Les analyses détaillées et régionalisées grâce aux recensements permettent de mesurer finement la croissance démographique des minorités dans ces provinces périphériques sensibles (ainsi que dans l'ensemble national). Tandis que les Han s'acheminent vers l'état stationnaire, les minorités, en partie parce qu'elles bénéficient d'une politique de limitation des naissances plus favorable que celle de la majorité han, connaîtront une croissance démographique rapide au cours du siècle. A l'exception des Coréens, un doublement est possible pour beaucoup d'autres minorités (Mandchous, Mongols, Tibétains, ethnies du Sud-Ouest). Pour les Ouïgours et les Kazakhs du Xinjiang, un triplement n'est pas à exclure. Les frontières ont longtemps été colmatées à coup de migrations han. Tel fut le cas de la Mandchourie, de la Mongolie et du Sud-Ouest, où les migrations des siècles passés ont permis à la population han de dominer démographiquement les frontières, avant la création de la République populaire. En revanche, au Xinjiang et au Tibet, les Han sont toujours minoritaires, mais avec une différence de taille. Dans la première, les Han sont passés de 7% à 40% de 1953 à 1995, dans la seconde ils ne sont que 3-5% (officiellement sans les militaires).

6.3. Batailles de chiffres au Xinjiang et au Tibet

Au Xinjiang, le niveau exceptionnel de la fécondité chez les Ouïgours, les Kazakh et les Kirghizes, est la réponse pacifique à l'immigration – ou à la colonisation intérieure – par les Han⁴⁶. Dans ce contexte, les batailles de chiffres abondent : 7-8 millions de Ouïgours « officiels » trouvés au recensement (1990) et à l'enquête (1995), 13,5 millions (en milieu rural seulement) selon un professeur de l'université du Xinjiang, 25 millions d'après le représentant des Ouïgours en exil. Autorités et démographes chinois n'attachent aucun crédit à ces allégations. Pas plus à celles qui les accusent de mener une politique coercitive de population pour réduire la croissance de la population fondée sur l'avortement en cas de dépassement des quotas de naissances, sur la pollution radioactive et sur la contamination bactériologique délibérées. En revanche, la connaissance méticuleuse de la mortalité (tables de mortalité pour toutes les ethnies de plus de 500 mille habitants) et de la fécondité (taux par année d'âge), leur permettent d'améliorer leur observation et la prospective pour ces populations « à risque » et partant de doser le flux d'immigrants nécessaires au maintien des équilibres numériques. (Il a été récemment estimé avec exagération à 5 mille par jour par la chaîne de télévision CNN).

⁴⁶ Isabelle Attané and Youssef Courbage, Transitional stages and identity boundaries : the case of ethnic minorities in China, *Population and Environment*, N°3, January 2000.

L'analyse démographique sur le Tibet épouse étroitement la cause défendue, indépendantiste ou en faveur du *statu quo*. Pour la présence han au Tibet, un démographe⁴⁷ affirme que le pouvoir veut « rendre minoritaire les Tibétains dans leur propre pays ». En créant une entité factice la « République autonome du Tibet », amputée de cette moitié du Tibet géographique noyées dans les provinces han très peuplées du Sichuan et du Qinghai, les autorités chinoises donneraient l'illusion statistique que le Tibet n'a pas subi de colonisation de peuplement. En fait, les Han vivant dans le Tibet administratif sont sous-estimés. En comptabilisant les forces armées et les voyageurs temporaires, ils seraient 17,5%. Mais dans l'ensemble du Tibet, les Tibétains seraient devenus minoritaires sur leur territoire : 6 millions face à 7 pour les Han. Mais il n'y a pas que le charcutage administratif. Une politique de population, sévère dans les faits même si elle ne l'est pas dans les textes, cherche à empêcher la croissance de la population tibétaine. Les données démographiques officielles chinoises sont utilisées en renfort de la cause indépendantiste : l'espérance de vie est la plus basse de toute la Chine, la mortalité infantile et juvénile atteint des niveaux supérieurs à ceux du Sahel et le taux de natalité, assez bas, traduit la politique de population coercitive pratiquée par le gouvernement chinois. Les démographes chinois⁴⁸ utilisent les recensements pour affirmer le contraire. La population tibétaine s'est beaucoup accrue depuis la révolution de 1949, les conditions de vie, culturelles et sanitaires se sont améliorées, la mortalité a fortement régressé. Mensongères sont donc les assertions du Dalai Lama selon lesquelles « une grande proportion de la population tibétaine est décédée de causes non – naturelles », et que « l'installation massive de Han a transformé les Tibétains au Tibet en minorité ». La pyramide des âges des Tibétains, montre que celle-ci ne porterait pas autant les stigmates des « trois années noires », du Grand Bond en Avant (1958-1961) que celle des Han. En outre cette structure par âge et sexe ne suggère ni surmortalité exagérée – 1,2 millions de morts de décès en 44 ans selon le Dalai Lama – ni flux migratoires intenses (à l'exception de 90 mille Tibétains partis en exil après la révolte de 1959, selon les auteurs). Plus récemment, un article au titre retentissant *Tibetan Population in China : myths and fact re-examined*⁴⁹, souligne l'agacement des scientifiques chinois auprès de la communauté démographique internationale qui tend à épouser sans discernement le parti-pris du Dalai Lama.

Avec l'explosion du phénomène minoritaire en Chine, il y a fort à parier que le prochain recensement de l'an 2000 verra d'autres batailles de chiffres se profiler à l'horizon. Pour les grandes minorités certes : Hui, Mongols, Mandchous... mais vraisemblablement aussi, pour les plus petites en mal de reconnaissance.

7. VUE D'ENSEMBLE ET CONCLUSION

Malgré la diversité des situations : Irlande du Nord, Kosovo, Tziganes, Afrique du Sud, Israël et Chine, il ressort que comme les nombres signifient le pouvoir, il est naturel et fréquent de les manipuler pour servir une cause politique donnée que ce soit celle de la minorité ou de la majorité. Le chiffre démographique peut être parfaitement exact, il n'en revêt pas moins des significations différentes selon l'interprétation qu'en fait la majorité ou la minorité. Il n'a pas fallu attendre l'avènement de l'analyse démographique comme discipline reconnue pour que l'on utilise de part et d'autre, les chiffres de population comme un outil de

⁴⁷ On trouvera dans Martial Denis, « La politique démographique de la Chine au Tibet – Les Tibétains un peuple oublié », s.d. (non publié), une synthèse des principales analyses démographiques du gouvernement tibétain en exil.

⁴⁸ Sun Huaiyang and Li Xiru, « The evolution and current status of China's Tibetan population », *Chinese Journal of Population Science*, Vol.8, N°2, 1996.

⁴⁹ Yan Hao, « Tibetan population in China : myths and facts re-examined », *Asian Ethnicity*, Vol. 1, N°1, March 2000. L'auteur est chercheur à l'Institut de recherche économique de Pékin.

propagande ou de politique. L'exemple de l'Irlande du Nord ou du Kosovo montre que la polémique sur les caractéristiques démographiques : catholiques irlandais, Albanais... peut être aussi vieille que le conflit. Généralement ce sont les paramètres liés à la fécondité qui sont les plus connotés politiquement et émotionnellement : recours à un langage fleuri, peut-être plus efficace que le scientifique, pour évoquer la menace que fait peser la fécondité d'un groupe minoritaire sur l'équilibre démographique de la nation. Plus que la mortalité ou la migration, la fécondité fut et demeure la composante la plus à même d'altérer ou de renverser des équilibres démographiques établis. En outre, la fécondité met en évidence l'altérité d'un groupe, minoritaire le plus souvent, par rapport à la majorité de la population. Les perspectives démographiques, surtout lorsqu'elles portent sur une longue période, jusqu'à 2080 récemment en Israël et même jusqu'à 2150 dans l'« ancienne » Afrique du Sud, amplifient de manière caricaturale des tendances démographiques actuelles. Elles alimentent ainsi la peur démographique et ont donc, en conséquence, un effet didactique : pousser le groupe à réagir soit par sa fécondité soit par ses pratiques de migration.

L'objectivité en matière d'analyse démographique des minorités est encore précaire. La multiplication des données, notamment grâce à la moisson des recensements de l'an 2000, n'est pas en elle-même une garantie de sérénité. En fait, la qualité et l'objectivité des données démographiques est tributaire de deux conditions qui peuvent rarement être satisfaites simultanément. 1) De la volonté de la majorité (ou de la minorité) au pouvoir de collecter des données fiables et de chercher à les interpréter objectivement 2) De la volonté de la minorité (ou de la majorité) dominée (ou qui se considère comme telle) de se laisser recenser, enquêter, analyser sans opposer de résistance, sachant bien que ces analyses peuvent rendre d'autres services que ceux auxquels ils sont destinés. Ainsi, en toute logique, la fin de la manipulation des chiffres et des analyses, signifierait la fin des conflits ouverts ou latents. Mais le paradoxe est que dans ce cas là le besoin de catégoriser la population ou de l'analyser en termes de majorité et de minorité aura disparu. Mais on n'en est pas encore là...